



Informations du Guatemala

2^e Année, n°101

du 30 novembre au 6 décembre

POLITIQUE

L'Initiative Privée doit rester unie
Détails à régler concernant l'aide militaire
Les décisions incombent à l'Amérique Centrale
90 000 marines en manoeuvre
Alliance convenue
Garanties politiques insuffisantes
Pressions politiques exercées sur les patrouilles civiles

ECONOMIE

Le Mexique en faveur de l'intégration Centre-Américaine
Le BID octroie un prêt au BCIE
La corruption entraîne des pertes sèches
Menaces d'arrêter les activités agricoles

INSURRECTION

Actions des FAR

DROITS DE L'HOMME

Les violations aux droits de l'homme se poursuivent
Enlèvement de paysans
Violence se déchaîne à l'encontre de l'université
L'Eglise condamne la violence
Peu importe l'opinion de la communauté internationale
La police à la tête de gangs
Prisons clandestines

4P 12.315

POLITIQUE

PRESSIONS POLITI
Le 30 novembre
occidental
des pat
miné

L'INITIATIVE PRIVEE DOIT RESTER UNIE

Au cours d'un discours prononcé à la convention organisée par la Chambre de Commerce Américaine et Nord-Américaine, le 28 novembre, l'ambassadeur des Etats-Unis, Alberto Martinez Piedra a déclaré que l'Initiative Privée devait rester unie et éviter les dissensions en vue d'une augmentation de l'aide économique en provenance des Etats-Unis.

Martinez Piedra a souligné l'importance que revêt pour le Guatemala le programme portant sur le Bassin des Caraïbes et il a ajouté que le président Reagan était "bien disposé" à augmenter l'aide économique en faveur de l'Initiative Privée guatémaltèque.

Cet appel à l'unité a été interprété dans les cercles politiques comme une véritable pression exercée par les Etats-Unis aux fins d'obtenir un consensus entre l'Armée et l'initiative Privée peu avant les élections présidentielles.

Au fil de ces dernières semaines, on a pu enregistrer une activité croissante de la part de l'Ambassadeur américain. Il s'est en effet entretenu tour à tour avec de hauts responsables de l'Armée, avec des hommes politiques et avec des membres de l'Initiative Privée.

DETAILS A REGLER CONCERNANT L'AIDE MILITAIRE

Le 28 novembre, Nestor Sanchez, sous-secrétaire adjoint à la défense pour les affaires latinoaméricaines, fonctionnaire du gouvernement des Etats-Unis, faisait savoir qu'il s'était entretenu dans la capitale guatémaltèque avec de hauts responsables de l'Armée en vue de régler des détails concernant l'augmentation de l'aide militaire que les Etats-Unis concèdent au pays.

Sanchez, qui est également sous-secrétaire adjoint de la Commission de Défense Inter-américaine, de l'Organisation des Etats Américains, était accompagné au cours de ces réunions par l'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala.

LES DECISIONS INCOMBENT A L'AMERIQUE CENTRALE

Le Chancelier Fernando Andrade, dans un discours du 28 novembre à l'occasion de l'inauguration du Symposium International sur l'Amérique Centrale à Cartagena, en Colombie, a affirmé que le Guatemala appuyait le projet de Paix du groupe Contadora mais qu'il incombait aux centre-américains de résoudre leurs propres problèmes.

90 000 MARINES EN MANOEUVRE

Le 29 novembre, le Commandant Hugo Torres de l'Armée nicaraguéenne, dénonçait les 90 000 marines américains qui participent actuellement aux manoeuvres militaires menées à bien en Amérique Centrale, dans les Caraïbes et sur le territoire continental des Etats-Unis.

En outre, Torres a annoncé à l'Agence Nueva Nicaragua que les Etats-Unis avaient, au cours des derniers jours, débarqué des quantités "inhabituelles" d'armes et de matériel militaire sur le territoire du Honduras.

ALLIANCE CONVENUE

Roberto Carpio Nicolle, président de l'Assemblée Nationale Constituante au cours de ce mois et de surcroît, dirigeant démocrate-chrétien, a déclaré que la démocratie-chrétienne guatémaltèque et le parti révolutionnaire d'extrême droite ont convenu une alliance pour les élections présidentielles qui auront lieu l'année prochaine.

Dans la même allocution, alors qu'il faisait allusion à la participation du parti révolutionnaire au sein de gouvernements antérieurs taxés de corruption, de violation des droits de l'homme, comme ce fut le cas du régime du Général Lucas Garcia (1978-82), Roberto Carpio a, le 3 décembre, mis l'accent sur le fait qu'il ne fallait pas "se laisser aveugler par le passé".

GARANTIES POLITIQUES INSUFFISANTES

Plusieurs députés de l'Assemblée Nationale Constituante ont fait remarqué, d'un commun accord, le 29 novembre que les garanties permettant la participation au processus électoral étaient insuffisantes.

Catalina Soberanis, démocrate-chrétienne, a rappelé que son parti avait maintes fois exigé du gouvernement les garanties indispensables à la crédibilité du processus électoral.

PRESSIONS POLITIQUES EXERCEES SUR LES PATROUILLES CIVILES

Le 30 novembre, le secrétaire général du parti Union du Centre National, du département occidental de Solola, a fait part de ses préoccupations en soulignant que certains membres des patrouilles civiles allaient être contraints de voter pour un parti politique déterminé au cours des élections présidentielles.

Il a ajouté que ces mêmes membres des patrouilles civiles étaient forcés de se rendre tous les dimanches dans les bases militaires où l'Armée dispense ses instructions.

ECONOMIE

LE MEXIQUE EN FAVEUR DE L'INTEGRATION CENTRE-AMERICAINE

Le journal Prensa Libre, daté du 27 novembre, rendait public un accord passé entre le gouvernement mexicain et la Banque Centre-Américaine d'Intégration Economique -BCIE- moyennant lequel le Mexique verse 72 millions de dollars au BCIE aux fins de renforcer et développer le processus d'intégration économique de la zone centre-américaine.

La signature de l'accord, qui est un des éléments de l'effort entrepris dans le cadre de la Paix pour l'Amérique Centrale, s'est produite à l'ambassade mexicaine du Guatemala.

LE BID OCTROYE UN PRET AU BCIE

La Banque Interaméricaine de Développement -BID- a octroyé un prêt de 16,5 millions de dollars à la Banque Centre-Américaine d'Intégration Economique -BCIE-, stipule un accord signé le 29 novembre dans la ville de Cartagena, en Colombie, lors de l'inauguration du Symposium International sur l'Amérique Centrale.

LA CORRUPTION ENTRAINE DES PERTES SECHES

Le journal Teleprensa apprenait le 29 novembre que à la suite d'opérations frauduleuses conduites par la Corporation Financière Nationale -CORFINA- appartenant à l'Etat, le pays lamentait des pertes sèches pour un montant de 250 millions de dollars.

Teleprensa, d'après des sources sûres, relate comment plus de 50 soi-disant entreprises privées ont soudainement disparu ou ont réussi à faire s'envoler leurs capitaux, après avoir été copieusement financées par la CORFINA. Il semblerait en outre que des fonctionnaires militaires et civils du régime de Lucas Garcia soient mêlés à cette triste affaire.

MENACES D'ARRETER LES ACTIVITES AGRICOLES

Le 30 novembre, le Gérant du Conseil National du Coton, Fernando Garcia a fait savoir que les producteurs du coton étaient prêts à suspendre leurs activités si le Ministère de l'Economie ne fixait pas durant la première semaine de décembre, le prix de la graine de coton, ajoutant que environ 100 000 familles paysannes dépendent de la culture de ce produit.

Pour sa part, le Ministère de l'Economie a rétorqué que le prix de la graine de coton n'avait pas encore été fixé du fait des divergences qui existent entre les producteurs d'huile et de coton.

INSURRECTION

ACTIONS DES FAR

Si l'on en croit un communiqué de presse des Forces Armées Rebelles -FAR-, le 1^o décembre des unités insurrectionnelles se sont attaquées à une compagnie de l'Armée et se sont emparées d'un tronçon routier dans le département septentrional de El Peten.

Les FAR ont ajouté qu'au cours des dernières semaines (deux pour être exact), des unités insurrectionnelles avaient mené à bien six actions militaires dans les municipalités de Sayaxche et La Libertad, dans le même département de El Peten.

DROITS DE L'HOMME

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE POURSUIVENT

Selon divers rapports de presse et d'organismes de secours, un total de 76 personnes assassinées, 42 disparus-détenus et 44 blessés constitue le bilan de la violence d'Etat pour le seul mois de novembre.

ENLEVEMENT DE PAYSANS

Trois paysans ont été enlevés le 30 novembre dans la bourgade de Santo Toribio, municipalité de Dolores dans le département de El Peten. A Chimaltenango, les frères Luis et Domingo Meren Macu ont subi le même sort. Des parents des victimes ont accusé les forces gouvernementales d'être responsable de ces enlèvements et ont précisé que les paysans avaient été brutalement enlevés de leurs foyers en pleine nuit.

VIOLENCE SE DECHAINE A L'ENCONTRE DE L'UNIVERSITE

Le Recteur de l'Université de San Carlos de Guatémala, Eduardo Meyer, a informé, le 3 décembre, qu'au cours des derniers jours, il avait reçu des menaces non-voilées de condamnation à mort sous la forme de pamphlets "généreusement distribués" à l'Université.

Par ailleurs, on signale que l'étudiant Hector Esturado Marroquín Quinonez qui avait été blessé au cours de la fusillade organisée par les forces de sécurité le 28 novembre dans l'enceinte universitaire, a rendu l'âme le 29 novembre alors qu'il était hospitalisé dans la capitale.

Le même jour, on retrouvait, aux alentours de la cité universitaire, les corps torturés des étudiants en agriculture et en journalisme, Carlos Alfredo Molina de León et Edgar Ramazzini Herrera, ce dernier ayant disparu un mois et demi auparavant.

L'EGLISE CONDAMNE LA VIOLENCE

Le 1^o décembre, la presse locale publiait les déclarations de Prospero Penados del Barrio, Archevêque de Guatémala, selon lesquelles, "le pays baigne dans une mare de sang" et "la violence en vigueur ne respecte rien ni personne".

Le prélat, au cours d'une entrevue au Honduras, a ajouté que toutes les valeurs humaines étaient réduites à néant, au Guatémala.

PEU IMPORTE L'OPINION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le 2 décembre, le chef de l'Etat, Oscar Mejia a allégué que peu lui chaut ce que pense l'Organisation des Nations-Unies eu égard au droits de l'homme dans le pays.

Mejia Victores n'a pas caché sa satisfaction, en termes généraux, à l'égard du rapport présenté par le rapporteur de l'ONU, le Vicomte Colville de Culrros, cependant que la chancellerie contestait certains points du rapport de Colville et affirmait que la délégation guatémaltèque attachée à cet organisation sera prête à réfuter les "attaques sectaires" que le régime pourrait essuyer lorsque la 39^{ème} Assemblée aura eut vent de la situation des droits de l'homme dans le pays.

LA POLICE A LA TETE DE GANGS

Selon un rapport officiel, le 27 novembre des forces du gouvernement ont démantelé un gang composé de 13 délinquants et dirigé par un policier national qui opérait dans le département de Guatémala.

Si l'on en croit les dénonciations anonymes, des soldats et des policiers seraient coupables de nombreux délits.

PRISONS CLANDESTINES

Le président de l'organe judiciaire, Tomas Baudilio Navarro, a déclaré, le 4 décembre, que selon des rapports écrits présentés par l'Armée et la Police Nationale, il n'existerait aucunes prisons clandestines dans le pays.

Navarro démentait ainsi les accusations lancées par la Commission des Droits de l'Homme au Guatémala à l'encontre du gouvernement. En effet, il y a peu, elle signalait l'existence de prisons clandestines dans les installations et complexes militaires et policiers.

XXXXXXXXXXXXXXXXXX